



**PRÉFET
DU FINISTÈRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la Coordination
des Politiques Publiques
et de l'Appui Territorial**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DU - 9 MAI 2025
ABROGEANT LA MISE EN DEMEURE DU 10 FÉVRIER 2023 DE LA SOCIÉTÉ
SCEA DE KERSCAO SITUÉE AU LIEU DIT KERSCAO À KERNILIS**

LE PRÉFET DU FINISTÈRE
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le Code de l'Environnement et en particulier les articles L.171-1 à L.171-17, L.172-1, L.511-1 et L.514-5 et R.512-47 à R.512-66-2;

VU l'arrêté préfectoral n°36-2017/AE du 27 avril 2017 complétant l'arrêté préfectoral du 23 février 2016, relatif à la modification des volumes d'effluents à traiter par la station biologique existante par la SCEA DE KERSCAO au lieu-dit « Kerscao » à Kernilis ;

VU la preuve de dépôt n°A-8-30C6GKVDO en date du 21 septembre 2018 de la déclaration d'une installation classée de méthanisation relevant du régime de déclaration au nom de SCEA DE KERSCAO au lieu-dit « Kerscao » à Kernilis ;

VU l'arrêté du 10 novembre 2009 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées de méthanisation relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n°2781 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU la visite d'inspection réalisée le 31 mai 2022 ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées du 17 juin 2022 ;

VU l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 10 février 2023 ;

VU les différentes transmissions de l'exploitant à l'inspection des installations classées visant au respect de l'arrêté préfectoral du 10 février 2023, et notamment :

- les photographies de la clôture de l'installation de méthanisation et du portail d'entrée ;
- l'installation d'une zone de rétention en contrebas de l'installation ;
- la présence d'une réserve d'eau incendie commune avec l'élevage porcin ;
- la communication des attestations demandées (formation, contrôle d'électricité, d'étanchéité)
- la mise en place des consignes et procédures de sécurité ;
- la transmission des plans de l'installation actualisés, incluant les zones à risques et les canalisations ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées du 16 avril 2025 ;

CONSIDÉRANT que l'ensemble des dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 10 février 2023 sont respectées ;

CONSIDÉRANT que la mise en demeure prononcée par l'arrêté préfectoral du 10 février 2023 peut en conséquence être levée ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture du Finistère ;

ARRÊTE

ARTICLE 1^{ER} : L'arrêté préfectoral du 10 février 2023 mettant en demeure la société SCEA DE KERSCAO de respecter la réglementation applicable à l'unité de méthanisation située au lieu-dit Kerscao sur la commune de KERNILIS est abrogé.

ARTICLE 2 :

Conformément à l'article R.181-50 du Code de l'environnement, le présent arrêté peut être déféré à la juridiction administrative :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

a) L'affichage de l'extrait de la décision en mairie ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le Tribunal administratif de Rennes peut être saisi en utilisant l'application « Télérecours citoyens » accessible par le site <https://www.telerecours.fr>.

L'arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité.

ARTICLE 3 : Le secrétaire général de la Préfecture du Finistère, le directeur départemental de la protection des populations et l'inspecteur des installations classées pour la protection de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à la société SCEA DE KERSCAO et dont une copie sera adressée au maire de la commune de KERNILIS.

Pour Le Préfet,
Le Secrétaire Général,



François DRAPÉ

Destinataires :

- MM les co-gérants de la SCEA de KERSCAO
- M. le sous-préfet de Brest
- DDPP – M. l'Inspecteur de l'environnement
- Mme. la Maire de Kernilis